



Séance ordinaire du jeudi 23 mai 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Pierre BONNAL, Robert COTTE, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Cyril MEUNIER, Eric PASTOR, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Rosy BUONO, Véronique DEMON, Pierre DUDIEUZERE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Rabii YOUSSEUS

Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Avenant financier à la convention-cadre 2019 entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole du 21 décembre 2018 - Abondement complémentaire

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert du FSL permet à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, les politiques d'attribution dans le logement social en vertu des lois successives qui lui confèrent un rôle de chef de file (ALUR, Egalité et citoyenneté, ELAN), et désormais l'accompagnement des personnes les plus modestes, en s'appuyant notamment sur :

- l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent 2 100 000 € au budget du FSL pour 2019 (somme identique à 2018) pour environ 5500 aides individuelles programmées.

Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs, avec lesquelles la Métropole a passé convention, représentent un budget global de 1 891 778 € de subventions engagées pour 2019.

Le FSL est un « pot commun » composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, Caisse d'Allocations Familiales...

La Métropole a reconduit pour 2019 la délégation de gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF), par délibération n° M 2018-714 en date du 21 décembre 2018. Une convention de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain et fixe à 2 224 864 € le montant de la contribution initiale de la Métropole à verser à la CAF.

Toutefois, au terme d'une année pleine de fonctionnement en 2018, le FSL métropolitain rencontre des difficultés de trésorerie qui révèlent l'insuffisance du fonds de roulement transféré du Département de l'Hérault au titre des Attributions de Compensation (AC) actées fin 2016. En effet, le Département ayant souhaité continuer à percevoir le remboursement des prêts accordés avant le transfert au 01 janvier 2018, la recette attendue par la Métropole à hauteur du versement des prêts accordés n'interviendra, dans le meilleur des cas, qu'en 2022.

Le Département et le Préfet étant saisis de la situation, la Métropole est amenée à mobiliser dès à présent une première enveloppe complémentaire de 200 000 € dans le cadre du budget primitif approuvé le 21 février 2019, pour ne pas risquer une rupture de paiement du FSL, préjudiciable aux ménages en difficulté.

Il convient par conséquent de modifier par voie d'avenant la convention de gestion signée avec la CAF avant le vote du budget, pour réévaluer la participation de la Métropole au FSL.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a été lauréate de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par le Ministère de l'Egalité des territoires et du Logement, parmi 24 autres collectivités et intercommunalités, en tant que territoire de mise en œuvre accélérée du plan national « Logement d'abord ».

Inspiré du modèle « Housing first » qui a déjà fait ses preuves dans de nombreux pays, ce programme propose un renversement des logiques dans l'accès au logement pour les personnes sans abri : accéder à un logement comme préalable à toute démarche. Cette priorité permet, pour la personne accueillie, une réduction des risques par l'accès à des conditions de vie décentes facilitant une insertion sociale durable et, pour la société, à une réduction des coûts globaux en même temps qu'un désengorgement des dispositifs d'urgence ; ces deniers retrouvent ainsi leur fonction première de mise à l'abri immédiate et inconditionnelle.

L'AMI auquel la Métropole a répondu reposait sur le principe de co-financement avec l'Etat, d'un poste de coordinateur du plan local Logement d'abord qui a été recruté pour l'animation de la démarche, et des actions proposées selon les axes suivants :

- observer et connaître les ménages concernés,
- produire du logement accessible,
- prévenir les expulsions,
- améliorer la veille sociale et la mise à l'abri,
- accompagner les ménages vers le logement,
- conduire une démarche solide de suivi et d'évaluation du projet.

Le plan d'action Logement d'abord proposé par la Métropole en réponse à l'AMI prévoit ainsi le développement de la location/sous-location de logements pris à bail par des associations et le renforcement de l'accompagnement vers le logement autonome pour le public concerné, sachant que le FSL finance habituellement cette gestion adaptée et cet accompagnement au titre des actions innovantes d'insertion par le logement.

A cet effet, le dossier adressé par la Métropole au Ministère à l'appui de sa candidature à l'AMI prévoyait un abondement spécifique du FSL à hauteur de 250 000 € pour 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abondement complémentaire du FSL par la Métropole de la somme globale de 450 000 € ;
- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention 2019 de délégation de gestion financière et comptable du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir avec la CAF de l'Hérault ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget primitif 2019 de la Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/05/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 mai 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190523-85736-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/05/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant FSL V4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.